

Sur la tribune « Austerexit » de Besancenot, Ntavenellos et Urban

Olivier Besancenot (NPA - France), Antonis Ntavenellos (DEA – Unité populaire – Grèce) et Miguel Urban (Anticapitalistas – Podemos – Espagne) ont publié sur Mediapart une tribune intitulée « Austerexit » : <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/050915/austerexit>

Cette tribune pose de très gros problèmes politiques. Alors que nous devrions tirer de l'expérience grecque qu'il faut rompre avec l'UE et avec le capitalisme pour pouvoir en finir avec l'austérité, la tribune porte un message différent, voire s'efforce de faire la démonstration inverse ! Alors que le NPA doit discuter collectivement des leçons à tirer de l'expérience du gouvernement Syriza lors du prochain CPN des 19 et 20 septembre, Olivier Besancenot, notre principal porte-parole (de fait), qui signe d'ailleurs la tribune en tant que NPA, délivre ses réponses sans aucun mandat de l'organisation. Un très gros problème pour notre organisation politique qui est censée ne pas reproduire les pires travers des partis traditionnels.

Premier problème : l'incohérence fondamentale de l'analyse économique proposée.

Il est dit nous vivons une « *crise de rentabilité du capital, aggravée par des politiques d'austérité qui alimentent la récession économique* ». Or, de deux choses l'une : soit il s'agit d'une crise de rentabilité, et alors les mesures d'austérité agissent comme une contre-tendance à la baisse du taux de profit et sont des mesures « anti-crise » ; soit il s'agit d'une crise de sous-consommation (comme le pensent les antilibéraux) et alors en effet les mesures d'austérité aggravent la crise. Mélanger les explications revient à affirmer une chose et son contraire, à relayer le prêt-à-penser antilibéral derrière un vernis d'orthodoxie marxiste. Et comme nous allons le voir, cette analyse a des conséquences politiques et nous pousse logiquement à reprendre les réponses politiques des antilibéraux.

Deuxième problème : la tribune explique que les mesures du programme anti-austérité de Syriza étaient « largement digestibles par le capital européen ».

Autrement dit, la rupture avec l'austérité serait économiquement possible sans rupture avec le capitalisme et avec l'UE. Ce serait la mauvaise volonté politique des gouvernements européens qui serait le seul obstacle. Cette conclusion politique est en fait une conséquence de l'analyse économique proposée : les mesures d'austérité aggraveraient la crise, et donc les mesures anti-austérité seraient rationnelles économiquement. Pas besoin de rompre avec le capitalisme et ses institutions, il faudrait construire un rapport de force pour obtenir un coup de pouce des créanciers, des « *financements modestes au regard de la fortune colossale des créanciers* ». Pour les besoins de la démonstration, la tribune nous explique que « *l'annulation de la dette grecque ne pose pas plus de problèmes que cela* » (!), avec l'argument selon lequel « *la BCE a mis plus de 1 000 milliards d'euros sur la table, fabriqués ex nihilo, pour racheter des dettes publics ou privés* ». Sauf que ces rachats n'ont strictement rien à voir avec une annulation de dette ! Quand la BCE achète des titres de la dette publique, la dette n'est pas annulée... elle change de propriétaire, mais les remboursements se poursuivent ! Faire croire que l'annulation de la dette publique est une mesure anodine est absurde. Une annulation substantielle de la dette grecque, avec le risque que cela ouvre la voie à d'autres annulations, aurait des conséquences économiques en chaîne importantes et difficilement contrôlables dans un contexte de persistance de la crise de suraccumulation du capital.

Troisième problème : le refus d'une rupture avec l'euro... au profit du « Austerexit » !

Ce mot d'ordre est une pirouette qui esquivé la question à laquelle nous devons répondre : comment rompre avec l'austérité ? Tout le monde veut rompre avec l'austérité, et donc il est vraiment ridicule d'agiter un tel mot d'ordre comme un substitut à la rupture avec l'UE et le capitalisme. Ce mot d'ordre est présenté comme une troisième voie face au « chantage » entre « mémorandum » et « Grexit ». Or, il n'y a pas d'alternative entre la soumission à la Troïka et la rupture avec la Troïka, l'UE et l'euro. C'est la leçon que nous devrions tirer des 6 derniers mois, au lieu de sortir du chapeau une nouvelle formule creuse. Dire qu'il faut arrêter les politiques d'austérité « *soit dans le cadre de l'euro si la situation le permet, soit*

en dehors si la population ne parvient pas à imposer ses aspirations », c'est continuer à alimenter l'illusion qu'il est possible de rompre avec l'austérité tout en restant dans l'euro.

Quatrième problème : la réduction du programme anticapitaliste à la nationalisation des banques.

Or, nous savons que cette mesure ne suffit pas. Mitterrand a nationalisé les banques, et celles-ci ont fonctionné au service des grands groupes capitalistes. La question clé, esquivée par la tribune, est celle de la propriété des grands moyens de production : soit ils sont sous le contrôle des capitalistes et le monopole public bancaire sera alors à leur service, soit ils sont sous le contrôle des travailleurs et la rupture avec le capitalisme pourra être engagée.

Cinquième problème : le soutien à Unité populaire sans dire un mot des camarades d'Antarsya.

Si on peut regretter que l'unité de la gauche du NON n'ait pu se faire pour les élections du 20 septembre, il est problématique d'apporter uniquement notre soutien à Unité populaire (dirigée par des antilibéraux) plutôt qu'à des anticapitalistes qui ne se sont pas réveillés au mois de juillet pour combattre l'orientation capitularde de Tsipras. On peut comprendre que Mélenchon et les antilibéraux français ne jurent que par Unité populaire, qui est dirigée par des gens qui pensent comme eux, qui ne veulent pas rompre avec le capitalisme. Mais le devoir des anticapitalistes en France est d'exprimer leur solidarité politique à l'égard de leurs homologues grecs, même si on peut discuter et contester leurs choix tactiques lors de l'élection du 20 septembre.

Gaston Lefranc